

# Mobilisations : après le 12 avril - Le combat continue

lundi 12 mai 2014, par [PELLETIER Robert](#), [POUPIN Christine](#), [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mai 2014).

Sommaire

- [Mobilisations : après le \(...\)](#)
- [Ce n'est qu'un début, le \(...\)](#)
- [On continue !](#)

## Mobilisations : après le 12 avril

De l'avis unanime des organisateurEs et des participantEs, la manifestation du 12 avril, sur le thème « Maintenant ça suffit ! Marchons contre l'austérité, pour l'égalité et le partage des richesses », a été un succès. Au moins autant que la participation de plusieurs dizaines de milliers de personnes aux manifestations de Paris, Avignon et Marseille, c'est le rassemblement relativement inédit qui a permis ces initiatives, et qui ouvre des perspectives précieuses dans la période actuelle.

Ce rassemblement est, en lui-même, autant significatif par le nombre d'organisations et de personnalités impliqué que par son fonctionnement. En ce qui concerne les organisations présentes, elles vont des organisations syndicales Solidaires, FSU et de nombreuses structures CGT, au NPA et Alternative Libertaire en passant par le DAL, RESF, APEIS, les structures de mobilisation sur la santé et/ou l'hôpital public, toutes les composantes du Front de gauche, et des personnalités engagées dans le mouvement social. Reste la faible présence de forces défendant les droits et notamment le droit du travail, et les organisations féministes.

Les textes élaborés (appel, tracts, banderole) et les modalités d'actions font l'objet de longues discussions où la recherche du consensus a, jusqu'à maintenant, prévalu sur les logiques d'appareils. Même s'il existe encore certaines pratiques tels des articles sectaires, notamment du côté du PCF.

### **Débattre et mobiliser**

Pour la suite, le collectif a plusieurs objectifs. Tout d'abord (re)prendre des initiatives pour ne pas laisser retomber la dynamique du 12 avril. Mais, dans le même temps, il faut consolider le regroupement du 12 avril pour retrouver touTEs les participantEs, et élargir aux structures diverses qui ont participé aux initiatives ou souhaitent maintenant y être associées. Enfin, il s'agit de construire des propositions qui combinent revendications contre la politique du gouvernement et du patronat et pistes pour des alternatives qui rompent avec ces politiques. La lutte contre le Pacte de responsabilité et ses déclinaisons est bien sûr au centre des préoccupations, mais d'autres questions doivent être prises en compte (Traité transatlantique, écologie, chômage, logement, égalité des droits, etc.).

Une des difficultés est de concilier prise et réussite d'initiatives (manifestations, débats publics), avec le temps de débats qui impliquent toutes et tous, en respectant aussi les rythmes imposés par

la démocratie dans les structures concernées notamment syndicales et associatives.

Une rencontre nationale devrait se tenir mi ou fin juin, avec pour objectif des propositions de mobilisations pour la rentrée sous forme de manifestations décentralisées et de construction revendications/plateforme d'urgence/plan ORSEC contre l'austérité... Cette rencontre de juin devrait prendre la forme de séances plénières et de groupes de travail, sur des thèmes incluant les modes de fonctionnement et de décisions du collectif.

### **Toujours l'urgence !**

Mais toutes et tous sommes convaincuEs que le collectif ne peut ni ne doit s'isoler de l'actualité politique et surtout des résistances qui se développent. Intermittents du spectacle, fonctionnaires, postierEs, salariéEs de Sanofi, d'Alstom, du commerce et bien d'autres, opposent au quotidien leurs mobilisations aux attaques patronales et gouvernementales. Leurs combats doivent alimenter la réflexion du collectif, tout en respectant rythmes et formes de ces mobilisations. Sans ces luttes, pas de ressort pour un « Tous ensemble » contre la politique du Medef mise en œuvre par le gouvernement.

Dans le même temps, les échéances électorales ne sont pas qu'une toile de fond aux couleurs plus ou moins satisfaisantes. La déroute électorale des partis gouvernementaux et la poussée de l'extrême droite risquent fort de se confirmer, de s'amplifier dans le cadre des élections européennes. De fortes raisons supplémentaires pour que s'affirment des réponses militantes, des alternatives à la régression sociale qui puissent nourrir une révolte de gauche qui balaie les tragiques perspectives proposées par l'extrême droite.

### **Robert Pelletier**

\* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 241 (08/05/2014). <http://www.npa2009.org>

---

## **Ce n'est qu'un début, le combat continue !**

Après la débâcle des municipales, le rejet des politiques gouvernementales, Hollande a pourtant creusé le sillon de son orientation, avec la nomination de Manuel Valls chargé d'aller plus vite vers un double cap : l'austérité à perpétuité pour les salariéEs et les cadeaux sans fin pour le patronat !

### **Note salée pour les salariéEs et la population**

Il y a d'abord les 30 milliards de cadeaux aux patrons, en particulier sous la forme de suppression de cotisations sociales. Déjà appliquée pour tous les salaires inférieurs à 1,6 fois le Smic, la suppression serait étendue, avant 2017, jusqu'à ceux qui atteignent 2,1 fois le Smic, soit pour 90 % des salaires. Ce salaire collectif socialisé, payé par les cotisations sociales, c'est le nôtre. Mis en commun dans les caisses de la sécu, il permet d'assurer la protection sociale de toutes et tous mais a toujours été contesté par les patrons, et les gouvernements successifs ont bien souvent conduit des attaques brutales contre la sécurité sociale. Cette fois, au nom de la lutte contre « les abus de la protection sociale », sous les applaudissements de Gattaz et avec la complicité de certaines directions syndicales, Hollande trace bel et bien la voie de sa liquidation !

Ensuite, viennent les 50 milliards d'économies d'ici 2017 : un démantèlement total, une casse drastique des services publics, ceux à dimension nationale tels La Poste, l'Éducation nationale, les transports publics, comme ceux de proximité : les crèches, les associations d'aide à la personne, la culture, l'éducation populaire... Tout cela sans oublier le gel des salaires des fonctionnaires, celui des retraites au-delà de 1 200 euros et l'augmentation des impôts.

### **C'est eux ou nous !**

L'ensemble dessine une aggravation de la société à deux vitesses.

D'un côté, la majorité des travailleurs vont payer plus pour assurer leurs besoins vitaux avec moins de salaire. Les plus pauvres d'entre eux « bénéficieront » non pas de la solidarité mais des quelques miettes jetées par Valls, le non gel de leurs retraites ou de leurs minima sociaux, pour calmer la toute petite fronde de députés socialistes menaçant de ne pas voter le soutien aux coupes sombres.

De l'autre, ça va bien pour les 1 ou 2 % de la société : les profits augmentent, la baisse du prix de la force de travail devient loi, et de nouveaux services payants en matière d'éducation, de santé, de soins à la personne, de culture, seront mis sur le marché... pour celles et ceux qui pourront se les offrir.

Enfin, devant la vente à la découpe de l'énergie et de la construction de transports chez Alstom, le ministre du « Déperissement » industriel, Montebourg, appelle à l'unité nationale ! Nous pensons plus que jamais que l'énergie, les transports collectifs doivent être mis hors marché, retirés de la propriété privée des groupes industriels qui signifie bien souvent leur faillite. Nous saurions mieux qu'eux décider de quelles énergies, de quels transports nous avons besoin pour respecter notre santé et l'environnement !

### **Donner du souffle à une gauche de combat**

Pour contrer ce « gouvernement de combat », il faut plus que jamais une gauche de combat. Une gauche qui fédère les résistances et les luttes, qui ne transige pas avec les intérêts des salariéEs, des jeunes, du plus grand nombre. Une gauche qui sache donner du souffle, avec toutes les forces qui le voudront, à l'opposition que ce gouvernement mérite.

Le 12 avril a été une première réussite pour reprendre la rue et affirmer que nous ne voulons plus d'une politique au service des riches conduite par des politiciens qui ne nous représentent pas. Nous avons commencé à construire : des collectifs locaux unitaires, parfois issus de la campagne municipale ; dans les syndicats, le débat a été vif, et une douzaine de fédérations nationales CGT ont en particulier appelé au 12 ; des associations, notamment celles qui se battent pour l'égalité des droits, tirent aussi des bilans positifs de cette journée.

C'est dans ce sillage que doit se situer ce 1<sup>er</sup> Mai 2014 : à la hauteur de notre colère et de notre espérance, de notre certitude qu'ensemble, nous devons changer ce monde ! Il faut continuer, aller plus loin même : en premier lieu se battre pour le retrait du Pacte de responsabilité, mettre en débat des mesures d'urgence pour rompre avec le capitalisme, décider toutes et tous ensemble des formes de nos actions. Bref, prendre nos affaires en main.

Après le 12 avril, après le 1<sup>er</sup> Mai, on continue !

**Roseline Vachetta**

\* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 240 (01/05/2014). <http://www.npa2009.org>

---

## **On continue !**

Valls, c'est Ayrault... en pire ! Mais il y a aujourd'hui une différence de taille. Pendant des mois, face à Ayrault, les manifestations de la droite la plus réactionnaire ont occupé la rue alors que, contre Valls, la première mobilisation d'ampleur est une manifestation de l'opposition de gauche.

### **Toujours plus loin... à droite !**

On croyait avoir touché le fond libéral avec les vœux de Hollande, mais Valls, dont on n'attendait pourtant rien de bon, réussit à faire plus fort, plus vite, plus à droite !

Sans surprise, il ne retire rien au plan d'austérité de cinquante milliards. Le gouvernement Valls accélère et amplifie les cadeaux faits aux entreprises. Aux trente milliards d'euros d'allègements fiscaux et sociaux déjà promis, via le prolongement du crédit d'impôt compétitivité (CICE), et aux dix milliards d'allègement de cotisations patronales, il ajoute généreusement au moins six milliards de baisses et suppressions d'impôts sur les entreprises. Il approfondit et encourage la baisse des salaires. En supprimant toutes les cotisations sociales qui devraient être payées par les patrons pour les salariéEs au Smic, en les réduisant encore jusqu'à 1,6 Smic, en supprimant l'essentiel des cotisations famille pour la quasi totalité des salaires, il s'en prend farouchement au salaire socialisé.

Il construit une véritable machine à fabriquer des travailleurs - et plus encore des travailleuses - pauvres, et en plus il arnaque les salariéEs en faisant passer la baisse des cotisations salariales pour une augmentation de salaire. Il aggrave ainsi la destruction de la protection sociale. Non content de poursuivre l'exécution des plans de mise à mort de la Sécu, il reprend à son compte le dénigrement des cotisations sociales.

### **Enfin dans la rue !**

Le personnage politique martial et libéral décomplexé de l'ex-ministre de l'Intérieur, les résultats des municipales et l'effet d'accumulation des mesures prises par le PS depuis deux ans, ont créé une situation nouvelle.

Lors des élections municipales, le gouvernement a été massivement rejeté mais c'est la droite qui rafle la mise et l'extrême droite qui gagne du terrain. À l'Assemblée nationale, malgré les coups de menton de députés socialistes et Verts, Valls obtient largement le vote de confiance. Une conclusion s'impose : c'est dans la rue que ça doit se passer, par la mobilisation, par le rapport de forces.

Non seulement ce gouvernement n'est pas le notre, mais ce système ne nous représente pas, ne représente pas les 99 %, celles et ceux qui font les frais des politiques d'austérité. Cette prise de conscience a sans doute été un facteur important du succès de la manifestation du samedi 12 avril. Les dizaines de milliers de manifestantEs étaient contents et fiers d'être enfin dans la rue, ensemble !

### **L'opposition de gauche se construit**

La proposition d'un jour de révolte de gauche, faite par le NPA début février, a d'abord reçu l'assentiment du Parti de gauche, puis de l'ensemble du Front de gauche. Devenue unitaire, elle a pu

se construire comme une perspective commune à des secteurs militants associatifs, syndicaux, en lutte... qui s'en sont emparés. Dans le mouvement syndical, en particulier dans la CGT, elle a suscité un débat salubre sur la stratégie face au gouvernement.

La manifestation de samedi était donc une première étape prometteuse, mais encore limitée, sans doute faute de temps, à des militantEs des forces politiques à la gauche de la majorité gouvernementale, du mouvement social et syndical. Certains secteurs mobilisés étaient présents - intermittents, étudiants, postiers, sans-papiers, Sanofi... - mais en nombre encore trop limité.

Le succès donne envie de continuer. Le travail reste à faire pour construire ensemble, dans l'unité, dans les villes, les quartiers, les entreprises et les lieux d'étude, la convergence des luttes capable de donner voix et visibilité à la révolte, capable d'être au rendez-vous pour combattre le Pacte de responsabilité.

Le succès donne aussi une responsabilité aux forces politiques qui se situent en opposition à ce gouvernement : celle de se rassembler, y compris au moment des élections européennes. C'est le sens de la lettre que nous avons adressée à Lutte ouvrière et aux organisations du Front de gauche.

Ce n'est qu'un début...

**Christine Poupin**

\* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 238 (17/04/2014). <http://www.npa2009.org>

---